



FSU-Territoriale du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Communiqué du 17 octobre 2017

Défendre le service public, c'est aussi défendre les agents publics !

Vous avez sans doute pris connaissance, en vous connectant à l'intranet du Département, de la pétition en ligne « Mes services publics j'y tiens ». Cette pétition, que notre employeur nous invite à signer, s'inscrit dans une campagne d'opposition au projet de disparition des Départements de petite couronne au sein de la Métropole du Grand Paris, campagne portée par l'ensemble des Présidents des départements d'Ile-de-France.

La FSU partage les craintes liées à ce nouveau projet de réforme territoriale technocratique, qui vise à éloigner encore plus les citoyens des lieux de décision politique au prétexte de rendre plus efficace et moins coûteuse l'action publique locale. Il faut pourtant convenir que la démarche du Président envers les agents questionne sur le fond, un peu moins sur la forme tant on connaît depuis longtemps son goût prononcé pour la communication.

Comment peut-il prétendre défendre les crèches départementales, quand la décision de leur fermeture pendant l'été a été prise de manière autoritaire ? Comment peut-il prétendre défendre l'enfance en danger quand on constate tous les jours les conditions de travail désastreuses des agents de l'ASE et ses conséquences sur les usagers ? Comment peut-il prétendre défendre un service public de proximité quand il est prévu de fermer des centres de PMI dans les quartiers populaires pour les reloger en centre-ville ? Comment peut-il prétendre défendre les politiques de solidarité quand des milliers de dossiers relatifs au handicap ne sont pas traités parce que les postes vacants ne sont pas pourvus ? Comment peut-il prétendre défendre le service public en mettant en place une politique de non remplacement des postes vacants dans toutes les directions au sein de la collectivité ?

De plus, si l'on en croit le texte de la pétition, les agents ne jouent aucun rôle dans le service public. Pas un mot sur nos conditions de travail ni sur notre avenir. Le service public, ce sont des bâtiments et des équipements qui fonctionnent comme par magie !

Bien entendu, le Département agit aujourd'hui dans un contexte difficile. Il est cependant hors de question que cette nouvelle menace permette à nos élu.e.s de se dédouaner de leurs responsabilités.